



**Le développement des compétences des adultes francophones :
Pour soutenir l'emploi, pour soutenir la croissance de nos communautés**

Allocution présentée par
M. Michel Robillard, vice-président du RESDAC au
Comité permanent des langues officielles de la Chambre des Communes
Étude sur la situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire
Le 6 mai 2014

Monsieur le président, membres du comité, je suis Michel Robillard, vice-président du Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences, le RESDAC, accompagné de Monsieur Normand Lévesque, directeur général de l'organisation.

Je vous remercie pour cette invitation à comparaître devant le Comité permanent des langues officielles afin de vous présenter notre point de vue dans le cadre de votre ***Étude sur la situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire.***

Depuis plus de 20 ans, le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences mobilise les partenaires stratégiques autour d'un projet de société qui vise à améliorer les niveaux d'alphabétisme et des compétences des adultes francophones du Canada qui peuvent ainsi participer pleinement à la vie civique, économique, sociale et culturelle de leurs communautés et donc contribuer à leur épanouissement et à leur développement.

Mesdames, Messieurs, Bonjour,

« Les compétences sont devenues la monnaie mondiale du XXI^e siècle. »
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

« Les compétences transforment la vie et tirent les économies vers le haut » affirme l'OCDE. Pour ce faire, il est donc impératif que l'ensemble de la population d'un pays ainsi que sa main-d'œuvre possèdent des *compétences pour la vie*. L'OCDE poursuit en soulignant que nos modes de vie et de travail ont radicalement changé, tout comme le bagage de compétences requis pour participer pleinement à nos sociétés et à nos économies toujours plus axées sur le savoir.

Qu'en est-il au Canada? Qu'en est-il du développement des compétences des adultes francophones, pour soutenir l'emploi, pour soutenir la croissance de nos communautés à travers le pays?

Il y a dix ans, la situation du Canada sur le plan des compétences essentielles était clairement problématique. La publication des résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) en octobre 2013 indique tout aussi clairement que le problème n'est pas réglé. Serions-nous sur la mauvaise voie?

La performance du Canada est peu réjouissante et sa situation est problématique :

- Le Canada se situe dans la moyenne de l'OCDE en littératie. Il compte une plus grande proportion de personnes aux niveaux les plus élevés mais également aux niveaux les plus faibles.
- Le Canada se classe en dessous de la moyenne de l'OCDE en numératie, et la proportion de Canadiens aux niveaux les plus faibles dans ce domaine est plus élevée.
- Le Canada se classe au-dessus de la moyenne de l'OCDE en résolution de problèmes dans un environnement technologique (RP-ET). Cependant, 17 % des Canadiens n'ont pas fait l'évaluation parce qu'ils n'avaient pas les compétences pour être évalués à l'ordinateur (11 %) ou qu'ils ont préféré ne pas utiliser l'ordinateur (6 %).

- Le Canada compte une plus grande proportion d'adultes qui se situent aux niveaux de compétence les plus faibles dans les trois domaines visés, comparativement à la moyenne de l'OCDE.
- Fait important et inquiétant à connaître : les populations minoritaires de langue officielle ont tendance à afficher un rendement plus faible que celui des populations de la majorité de langue officielle, à l'exception des anglophones du Québec, mais les différences varient d'une province à l'autre.

Si les compétences sont devenues la monnaie mondiale du XXI^e siècle, notre banque est en faillite! Notre marge de crédit est sérieusement menacée par les agences de cotation, n'est-ce pas?

Des réponses innovantes et énergiques sont maintenant nécessaires. L'implantation des compétences du 21^e siècle pour le 21^e siècle sera un défi complexe qui nous oblige à agir avec tous les partenaires. Il y a urgence en la demeure. De nouvelles exigences apparaissent dans le domaine de la formation, de l'emploi, du développement économique; plus que jamais il nous faut concevoir des politiques audacieuses et novatrices.

Les enjeux des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) en matière de développement de compétences, s'ils s'apparentent à ceux de la majorité des adultes canadiens, sont confrontés à d'autres types d'obstacles.

Les résultats de l'Enquête de 2003 et ceux du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de 2013 le démontrent clairement : les compétences liées à l'alphabétisme sont une assise de l'apprentissage de toutes les autres compétences. Elles sont également à la base des services de formation offerts aux adultes apprenants qui leur permettent d'apprendre, de travailler et de contribuer au développement économique des communautés.

La réalité canadienne ne peut se satisfaire d'une approche « mur à mur » en matière de politiques et programmes destinés à améliorer le niveau d'alphabétisme et de développement des compétences des adultes francophones.

Les avancées en matière d'innovation, de recherche, de développement d'expertise, de mobilisation et d'implication des communautés sont présentement fragilisées par l'absence d'une vision claire et de financement adéquat pour les organisations et institutions qui se consacrent au développement des compétences.

Il nous faut rapidement...

- **AGIR** de concert avec tous les partenaires. La présence de réseaux comme le RESDAC actifs sur tout le territoire canadien, avec les acteurs clés que sont les gouvernements provinciaux et territoriaux, les agences économiques, les centres de formation, est un gage de réussite. Au gouvernement fédéral de le reconnaître et d'appuyer concrètement ces pratiques exemplaires...
- **INVESTIR** et soutenir à long terme par des investissements considérables. La mise en œuvre de la *Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018* tarde toujours dans le secteur du développement des compétences et du partenariat social. L'engagement du gouvernement fédéral qui remonte à mars 2013 ne s'est toujours pas concrétisé à ce jour; nous n'avons aucune nouvelle concernant la mise en œuvre de cet axe et aucun acteur du domaine des compétences n'a eu accès à ce financement. L'absence de financement fragilise les acquis des dernières années et prive les acteurs économiques et gouvernementaux de partenaires communautaires de qualité.
- **ACCROITRE** les politiques et mesures qui permettent à l'ensemble de la population de continuer à développer ses compétences et aux individus moins compétents, peu susceptibles de suivre spontanément une formation et ayant tendance à moins bénéficier de formations offertes par leur employeur et les structures de services, de sortir du cercle vicieux créé par la faiblesse des compétences et des revenus.

- **TRANSFORMER** cette mine de données sur les compétences, leurs incidences sur le Canada, sa population et son développement, en occasions réelles d'élaborer et d'implanter des politiques, des programmes et des cadres de financement qui répondent aux besoins des CLOSM en matières d'emploi, de développement économique et de développement des compétences.
- **AMÉLIORER** notre compréhension du marché du travail et de l'économie des CLOSM, des enjeux, des défis et des bonnes pratiques en matière de développement de compétences par un soutien actif à la recherche et aux projets innovateurs.

Merci de votre intérêt,

Michel Robillard
Vice-président du RESDAC